

PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie Île-de-France

Évry, le 06 SEP. 2018

Unité départementale de l'Essonne

Nos réf. : ~~A2018-~~
D2018- *M67*

Affaire suivie par : Matthieu JEAMBEAU
matthieu.jeambeau@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01.60.76.34.11 – Fax : 01.60.76.34.88

N:\ACTIONS_ICPE\PALAISEAU\Athis-Mons\REVIVAL\2018-08 incendie\Arrêté
reprise d'activité\REVIVAL 2018-09-03 rapport reprise activité.odt

Objet : Inspection des installations classées – REVIVAL – 37 au 43 quai de l'industrie – 91200 ATHIS-MONS
Incendie du 1^{er} août 2018

PJ : Un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires.

Réf : arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 portant imposition à la société REVIVAL de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour ses installations situées 37 et 43 quai de l'industrie à ATHIS MONS.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courriels en date du 10, 23 et 24 août 2018, la société REVIVAL a transmis des éléments en réponse à l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 cité en référence, pris suite à l'incendie survenu sur le site le 1^{er} août 2018.

C'est dans ce contexte que la société REVIVAL a sollicité la reprise partielle de ses activités, par courriel en date du 31 août 2018.

L'objet du présent rapport est de présenter à Monsieur le Préfet de l'Essonne les suites que l'inspection des installations classées propose de donner à cette demande de reprise partielle d'activité.

1. PRÉSENTATION DE L'INSTALLATION

– Activité principale et chiffre(s)-clé(s)

La société REVIVAL exploite notamment :

- une installation de transit, regroupement et tri de déchets métalliques ;
- une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage et broyage de véhicule hors d'usage (VHU) ;
- une installation de broyage de métaux ;

La capacité maximale de stockage est d'environ 2 000 VHU en attente de broyage. Le flux de VHU traités au broyeur est d'environ 3 300 t/mois. 39 000 t de VHU ont été traitées sur le site pour l'année 2016.



Certificat N° A 1607

Champ de certification disponible sur :
www.driei.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

– Situation administrative :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2011.PREF.DRIEE.0091 du 29 juin 2011 autorise la société REVIVAL à exploiter les installations classées soumises au régime de l'autorisation suivantes :

Rubriques de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2710-1 (A)	Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public.	1) Apports volontaire de déchets métalliques : la superficie de l'installation est de 3000 m ² 2) Déchetteries pour la collecte de produits métalliques et automobiles : la superficie de l'installation est de 1700 m ² Surface totale de 4700 m ²
2711-1 (A)	Installation de tri, regroupement et désassemblage d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).	Volume maximal du stock de DEEE destiné au désassemblage : 60 m ³ Volume maximal stocké sur les aires de regroupement de DEEE : 1150 m ³ Volume total de DEEE entreposés : 1210 m ³
2712 (A)	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	La surface est de 15 000 m ²
2713-1 (A)	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.	La surface de l'installation est de 20 000 m ²
2714 (A)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 2200 m ³ dont 200 m ³ de plastiques à broyer, une aire de tri de 100 m ² , 1050 m ³ de pneumatiques usagés non réutilisables et 850 m ³ de broyas de pneumatiques
2718-1 (A)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement.	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est de 40 tonnes (regroupement de batteries usagées)
2791-1 (A)	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720,2760,2771,2780,2781 et 2782	La quantité de déchets traités est de 1039,5 tonnes par jour. : 1000t/j de broyage de déchets métalliques 19 t/j de broyage de pneumatiques usagés 0,5 t/j de broyage de plastiques usagés 20t/j de déchets métalliques découpés au chalumeau

L'exploitant est également titulaire de deux agréments préfectoraux :

- l'agrément préfectoral du 19 juillet 2018 portant renouvellement à la société REVIVAL de son agrément d'exploitation d'un centre de dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune d'ATHIS MONS.
- l'agrément préfectoral du 19 juillet 2018 portant renouvellement à la société REVIVAL de son agrément d'exploitation d'une installation de broyage de véhicules hors d'usage sur la commune d'ATHIS MONS.

– Enjeux principaux :

Le site se situe au sein d'une zone industrielle. Il n'existe pas de zone d'habitation à proximité du site.
Le site est implanté entre les lignes ferroviaires du RER C et RER D à l'ouest et la Seine à l'est.

2. CONTEXTE

Un incendie s'est déclaré le 1^{er} août 2018 sur le site de la société REVIVAL sis 37 et 43 quai de l'industrie à ATHIS MONS.

Une inspection a été diligentée le jour même par l'inspection des installations classées. Cette inspection a fait l'objet du rapport du 2 août 2018, proposant à Monsieur le Préfet de l'Essonne de prescrire à la société REVIVAL un arrêté de mise en sécurité et de mesures immédiates à prendre à titre conservatoire.

L'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 cité en objet a été pris en ce sens.

L'exploitant a transmis des éléments de réponse par courriels en date du 10, 23 et 24 août 2018, puis une demande de reprise partielle d'activité par courriel du 31 août 2018.

3. ELEMENTS TRANSMIS ET RECEVABILITE DE LA DEMANDE

L'exploitant a transmis :

- la fiche de notification d'accident / incident, par courriel du 10 août 2018 ;
- les rapports finaux établis par la société SGS dans le cadre de l'analyse des prélèvements d'eau menés les 1^{er} et 2 août 2018, par courriel du 23 août 2018 ;
- le plan de prélèvement établi par la société SECI dans le cadre de l'évaluation environnementale de l'impact de l'incendie survenu le 1^{er} août 2018, par courriel en date du 24 août 2018.

Aussi,

Considérant que la fiche de notification d'accident / incident transmise par la société REVIVAL par courriel du 10 août 2018 précise notamment la typologie et chronologie de l'évènement, les matières dangereuses ou polluantes impliquées, la nature et l'extension des conséquences, les mesures prises, les circonstances et causes directes de l'accident, les causes profondes ainsi que les enseignements tirés en termes d'amélioration de la sécurité,

Considérant que les dispositions mises en œuvre par l'exploitant, et détaillées dans la fiche de notification d'accident / incident transmise sont de nature à répondre aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 sus-visé,

Considérant que l'exploitant a procédé à la remise en état des installations et en particulier des moyens de lutte contre l'incendie,

Considérant que les concentrations en hydrocarbures dans l'ensemble des prélèvements d'eau réalisés dans la Seine sont conformes à la limite de qualité imposée dans les eaux douces superficielles utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par l'annexe III de l'arrêté du 11 janvier 2007 sus-visé,

Considérant que le plan de prélèvement établi par la société SECI dans le cadre de l'évaluation environnementale de l'impact de l'incendie survenu le 1^{er} août 2018 est de nature à répondre aux dispositions de l'article 6 « Étude d'impact environnemental, sanitaire et des mesures de gestion – Phase I » de l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 sus-visé,

Considérant toutefois qu'à ce stade, et compte tenu notamment de l'état des sols, une reprise d'activité sur l'ensemble du site ne peut être envisagée,

L'inspection des installations classées propose d'accorder une reprise partielle d'activité à la société REVIVAL, dans les conditions définies dans le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires joint au présent rapport.

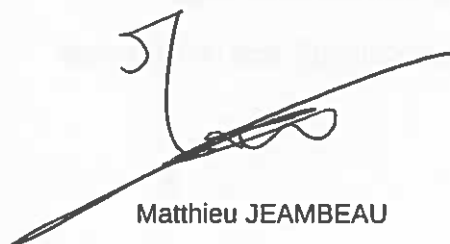
4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'Environnement : « en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre de remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris sauf cas d'urgence, après avis de la Commission Départementale Consultative compétente » ;

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ci-joint qui, en application de l'article L. 512-20 susmentionné, ne nécessite pas de présentation devant les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Rédacteur

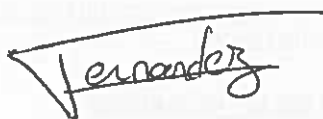
L'inspecteur de l'environnement,



Matthieu JEAMBEAU

Vérificateur

L'inspecteur de l'environnement,



Mathieu FERNANDEZ

Approbateur

Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe au Chef de l'unité
départementale,



Sophie PIERRET



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

N° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/XX du XX

**portant imposition à la Société REVIVAL des prescriptions complémentaires pour son centre de
dépollution et de broyage de véhicules hors d'usage sur la commune
d'ATHIS-MONS.**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-20, R.512-31 et R. 512-70,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, administrateur civil hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-PREF-DCPPAT-BCA-080 du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique,

VU l'arrêté préfectoral n°2005-PREF.DCI3/BE 0123 du 25 juillet 2005 imposant à la société CFF RECYCLING REVIVAL des prescriptions techniques complémentaires pour son établissement situé 37 et 43 quai de l'industrie à ATHIS MONS, et autorisant notamment une activité de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques et de véhicules hors d'usage – la surface de chantier de ferrailles étant de 69 000 m² – la quantité maximale de déchets métalliques pouvant être traité sur l'ensemble du site étant de 20 000 tonnes par mois,

VU l'arrêté préfectoral n°2009-PREF.DCI3/BE 0001 du 22 janvier 2009 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société CFF RECYCLING REVIVAL à ATHIS MONS – 37 quai de l'industrie,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°PREF.DRIEE.2010-0022 délivré le 14 octobre 2010 par le Préfet de l'Essonne au profit de la société REVIVAL,

VU l'arrêté préfectoral n°2011.PREF.DRIEE.091 du 29 juin 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement à la société REVIVAL située 37 et 43 quai de l'industrie sur la commune d'ATHIS-MONS (91200),

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 02 août 2018 établi suite à l'incendie survenu le 01 août 2018 et à sa visite du site exploité par la société REVIVAL à ATHIS-MONS,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 portant imposition à la société REVIVAL de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour ses installations situées 37 et 43 quai de l'industrie à ATHIS MONS,

VU le courriel en date du 10 août 2018, par lequel la société REVIVAL a transmis à l'inspection des installations classées la fiche de notification d'accident / incident,

VU le courriel en date du 23 août 2018, par lequel la société REVIVAL a transmis à l'inspection des installations classées les rapports finaux établis par la société SGS dans le cadre de l'analyse des prélèvements d'eau menés les 1^{er} et 2 août 2018,

VU le courriel en date du 24 août 2018, par lequel la société REVIVAL a transmis à l'inspection des installations classées le plan de prélèvement établi par la société SECI dans le cadre de l'évaluation environnementale de l'impact de l'incendie survenu le 1^{er} août 2018,

VU le courriel de l'Agence Régionale de Santé du 29 août 2018 concernant l'absence de remarque sur le plan de prélèvement transmis,

VU le courriel en date du 31 août 2018, par lequel la société REVIVAL sollicite la reprise d'activité pour ses installations situées 37 et 43 quai de l'industrie à ATHIS MONS, précisant également les surfaces des zones sur lesquelles une reprise partielle d'activité peut être envisagée,

CONSIDERANT qu'un sinistre a gravement affecté, le 1^{er} août 2018, l'établissement que la société REVIVAL exploite à ATHIS-MONS ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'accident sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de sa visite, l'Inspection des Installations Classées a constaté sur site la présence d'un foyer encore actif, la présence d'un panache de fumée important, de la présence d'eau d'incendie en grande quantité et une quantité important de déchets de combustion ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'Environnement :

« en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre de remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris sauf cas d'urgence, après avis de la Commission Départementale Consultative compétente » ;

CONSIDÉRANT que Monsieur le Préfet de l'Essonne a prescrit par l'arrêté du 2 août 2018 sus-mentionné, en urgence, les évaluations et mesures de gestion rendues nécessaires par les conséquences de l'accident du 01 août 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 sus-visé conditionne la reprise d'activités sur le site exploité par la société REVIVAL à l'exécution de prescriptions complémentaires,

CONSIDÉRANT que la fiche de notification d'accident / incident transmise par la société REVIVAL par courriel du 10 août 2018 précise notamment la typologie et chronologie de l'évènement, les matières dangereuses ou polluantes impliquées, la nature et l'extension des conséquences, les mesures prises, les circonstances et causes directes de l'accident, les causes profondes ainsi que les enseignements tirés en termes d'amélioration de la sécurité,

CONSIDÉRANT que les dispositions mises en œuvre par l'exploitant, et détaillées dans la fiche de notification d'accident / incident transmise sont de nature à répondre aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 sus-visé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a procédé à la remise en état des installations et en particulier des moyens de lutte contre l'incendie,

CONSIDÉRANT que les concentrations en hydrocarbures dans l'ensemble des prélèvements d'eau réalisés dans la Seine sont conformes à la limite de qualité imposée dans les eaux douces superficielles utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par l'annexe III de l'arrêté du 11 janvier 2007 sus-visé,

CONSIDÉRANT que le plan de prélèvement établi par la société SECI dans le cadre de l'évaluation environnementale de l'impact de l'incendie survenu le 1^{er} août 2018 est de nature à répondre aux dispositions de l'article 6 « Étude d'impact environnemental, sanitaire et des mesures de gestion – Phase I » de l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/157 du 2 août 2018 sus-visé,

CONSIDÉRANT toutefois qu'à ce stade, et compte tenu notamment de l'état des sols, une reprise d'activité sur l'ensemble du site ne peut être envisagée,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : REPRISE PARTIELLE D'ACTIVITÉ

La société REVIVAL dont le siège social est situé 37 et 43 quai de l'industrie sur la commune d'ATHIS-MONS est autorisée à reprendre une activité partielle, dans les zones présentées dans le plan en annexe I du présent arrêté.

Les surfaces maximales affectées à ces différentes zones respectent les valeurs suivantes :

- zone de réception ferraille des particuliers : 200 m² ;
- zone réception platinage : 200 m² ;
- zone platinage à broyer : 200 m² ;
- zone de réception des Véhicules Hors d'Usage (VHU) à dépolluer : 500 m² ;
- zone de réception des VHU dépollués : 150 m² ;
- zone des VHU à broyer : 200 m² ;

Ces dispositions concernent les activités liées à la ligne de broyage de déchets métalliques, y compris les zones de réception et de stockage des déchets en attente de broyage.

Le redémarrage des autres activités du site (ligne de broyage aluminium, zone d'apport volontaire de métaux...), non impactées par le sinistre du 1^{er} août 2018, est autorisé.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES,) dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 de ce code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^{er} et 2^o.

ARTICLE 3 : EXECUTION

le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,
les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à la société REVIVAL et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-préfet de PALAISEAU et à Madame le Maire de la commune d'ATHIS MONS.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Mathieu LEFEBVRE

Annexe I : Plan des installations

